

Les conditions d'une alternance réussie

Par Alain Lambert, président de la Commission des finances du Sénat, sénateur-maire d'Alençon

C'est la fin de l'été, le retour des vacances. En somme, les derniers moments encore propices à la méditation, loin du quotidien qui, tout au long de l'année, brouille l'horizon et empêche souvent de discerner l'essentiel de l'accessoire. Il nous permettent de réfléchir, à l'abri du fracas médiatique, aux attentes réelles des Français à l'occasion des élections présidentielles et législatives de l'année prochaine.

Légitimement déçus de la coalition socialiste, communiste et verte au gouvernement, une majorité de nos compatriotes espère une alternance vraie, novatrice, audacieuse qui donne à la France l'élan qui lui manque tant aujourd'hui.

La droite et le centre – unis sur l'essentiel mais si bruyants dans la nuance, - ont rendez-vous lors de cette échéance : les Français seraient déçus et amers si un comportement politique nouveau, responsable et sincère ne répondait pas à leur appel.

Les conditions de la réussite sont simples mais exigeantes. Elles commandent vérité, courage et constance.

Une pluralité de candidatures au premier tour est nécessaire pour rassembler le plus largement possible,

Vérité d'abord pour admettre des évidences : le Président sortant est le mieux placé pour l'emporter au second tour. Cependant, une pluralité de candidatures au premier tour est nécessaire pour rassembler le plus largement possible, à condition que les différences ne s'expriment jamais en forme de critiques mais de complémentarité. Jacques Chirac peut se porter garant devant les Français d'une transition tranquille entre deux siècles, deux ères économiques, deux générations d'hommes politiques. François Bayrou peut enrichir l'offre politique d'une dimension spirituelle qui donne aux personnes sens à leur vie et d'une dimension européenne qui manque si cruellement aujourd'hui. Alain Madelin est utile au débat quand il affirme que seule la liberté économique pourra durablement engendrer le progrès social et que les handicaps sans cesse infligés à notre économie sont la première menace contre l'emploi. Peut-être une voix souverainiste souhaitera-t-elle s'exprimer à droite ? Elle aurait toute sa légitimité à condition de ne pas tirer contre son camp.

Cette pluralité devient un atout quand elle vise à renforcer le candidat le mieux placé. Il devient dès lors le candidat de tous, porteur naturel des idées offertes en partage au premier tour.

Si la vérité est une condition du succès, le courage n'en est pas moins indispensable. Nombreux sont les Français qui ne supportent plus d'être considérés comme immatures et réfractaires à la réforme. Qui souffrent d'être privés de perspectives. Qui se sentent les complices involontaires du sacrifice des générations futures au seul motif qu'on les suppose incapables d'accepter des réformes pourtant urgentes et sans cesse reportées.

C'est en parlant le langage du courage et de la sincérité que les hommes politiques retrouveront la confiance des Français pour régler les problèmes de la dette, des

retraites, de la sécurité, de la protection de la nature.

Vérité, courage, mais encore constance. Pour réussir, l'action publique doit être menée dans la durée, les fruits d'une politique n'apparaissant que progressivement. Proposons aux Français un contrat de législature de cinq ans afin qu'ils puissent adhérer aux objectifs et s'engager avec confiance aux côtés du gouvernement futur pour la réussite de ce nouveau projet.

Un nouveau siècle, un nouveau millénaire appellent une nouvelle pratique politique. Plus vraie, plus sincère, plus courageuse, plus exigeante. La droite et le centre peuvent et doivent ensemble la proposer, en se souvenant qu'en démocratie, le dernier mot revient au peuple. Et qu'il n'attend pas d'être suivi mais guidé.